



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/RES/50/147
15 février 1996

Cinquantième session
Point 106 de l'ordre du jour

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

[sur le rapport de la Troisième Commission (A/50/629)]

50/147. Institut africain des Nations Unies pour
la prévention du crime et le traitement
des délinquants

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 49/156 du 23 décembre 1994,

Rappelant également la résolution 1994/21 du Conseil économique et social en date du 25 juillet 1994,

Consciente des difficultés financières auxquelles l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants continue à se heurter du fait que de nombreux États de la région africaine appartiennent à la catégorie des pays les moins avancés et ne disposent donc pas des ressources nécessaires pour lui apporter leur soutien,

Sachant les efforts faits jusqu'à présent par l'Institut pour s'acquitter de son mandat, notamment en organisant des programmes de formation et des séminaires régionaux et en fournissant des services de consultants,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général 1/,

1. Félicite l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants des activités qu'il a entreprises, malgré les difficultés qu'il rencontre pour s'acquitter de son mandat, ainsi qu'il ressort du rapport du Secrétaire général sur les activités de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice et d'autres instituts 2/;

1/ A/50/375.

2/ E/CN.15/1995/9 et Add.1.

2. Remercie les gouvernements et les organisations intergouvernementales qui ont aidé l'Institut à s'acquitter de ses responsabilités;

3. Demande instamment aux gouvernements ainsi qu'aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales d'apporter leur appui financier et technique à l'Institut afin qu'il puisse atteindre ses objectifs, en particulier ceux qui concernent la formation, l'assistance technique, l'orientation en matière de politiques, la recherche et la collecte de données;

4. Prie le Secrétaire général de veiller à ce que des ressources suffisantes soient allouées à l'Institut, dans les limites du crédit global ouvert à ce titre dans le budget-programme ainsi que par prélèvement sur des fonds extrabudgétaires, et de soumettre des propositions concernant les ressources financières supplémentaires nécessaires conformément à la résolution 49/156 de l'Assemblée générale et à sa décision 49/480 du 6 avril 1995;

5. Prie l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement de revoir sa décision concernant l'assistance financière du Programme à l'Institut et de continuer à fournir des fonds appropriés pour le renforcement institutionnel et l'exécution du programme de travail de l'Institut, compte tenu de la situation économique et financière difficile à laquelle se heurtent de nombreux pays de la région africaine;

6. Prie également le Secrétaire général d'assurer avec tous les intéressés le suivi de la présente résolution et de lui rendre compte à ce sujet à sa cinquante et unième session, ainsi qu'à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa cinquième session.

97e séance plénière
21 décembre 1995